Elections législatives 1973
Circonscription de Thionville-Ouest

PARTI SOCIALISTE

ELECTRICES, ELECTEURS,

Nous voulons changer la vie.

Depuis quinze ans, la même majorité de notables, les mêmes hommes au service des puissances de l'argent dirigent les affaires publiques. De la France, pays riche en ressources et en pleine expansion grâce au travail de la population laborieuse, ils ont fait le pays où règnent l'injustice, les inégalités, les scandales, la spéculation, le désordre des esprits et le désarroi des jeunes. Ils en ont fait le pays dominé par la loi du profit au bénéfice de quelques-uns.

Aussi, aujourd'hui plus que jamais, les Français désirent un changement profond.

Le programme commun vous propose
- de changer la vie,
- de vivre mieux.

Le programme commun constitue un événement sans précédent dans l'histoire de notre pays. Il ouvre aux Français des perspectives jamais connues. Ce sont plus que des promesses électorales. C'est un CONTRAT ECRIT DE GOUVERNEMENT que nous passons avec vous.

Priorité aux mesures sociales :

qui améliorent la situation de toutes les catégories de la population :

- progression du pouvoir d'achat ;
- 1.000 F de salaire minimum par mois ;
- augmentation des pensions ;
- retraite à 60 ans (femmes à 55 ans) ;
- 40 heures de travail hebdomadaire ;
- amélioration des conditions de travail ;
- égalité du salaire masculin et féminin ;
- mesures en faveur de la famille (crèches, gratuité scolaire) ;
- protection contre la maladie ;
- amélioration du cadre de vie ;
- lutte contre la pollution ;
- défense des immigrés, particulièrement exploités.

Pour plus de justice :

- Une fiscalité allégée pour les moins favorisés.
- Une éducation nationale rénovée donnant égalité des chances à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale.

Pour une démocratie économique :

Rien ne sera véritablement changé tant qu'existera l'exploitation de l'homme par l'homme. SEUL LE PROGRAMME COMMUN propose une démocratie économique véritable.

Dès le début de la législature, il sera procédé à la NATIONALISATION (et non à l'étatisation) du secteur bancaire et financier et de certaines grandes entreprises industrielles. Ce sera un premier pas décisif qui visera à libérer le pays du capitalisme et permettra aux travailleurs de participer à la direction et à la gestion du secteur public et nationalisé.

Pour le renforcement des libertés :

- Garantie et développement des **libertés individuelles et collectives** (liberté de pensée et d'expression, liberté de conscience et des cultes, liberté de réunion et d'association, droit de grève, etc...).
- **Décentralisation poussée** qui rapprochera le citoyen du pouvoir et permettra une participation réelle de tous (autonomie communale renforcée, par exemple).

Ce programme est possible si vous le voulez .....

On dit que les mesures sociales coûteront cher. C'est vrai. Mais la France peut accroître encore sa production, la rendre plus rationnelle, plus conforme aux besoins réels.

LE GOUVERNEMENT DE LA GAUCHE UNIE trouvera les ressources nécessaires immédiatement :

- par des économies et la suppression de nombreux gaspillages ;
- par une fiscalité équitable qui imposera les profits capitalistes et les grosses fortunes ;
- par la réorganisation de l'économie, fondée sur l'intérêt de tous.

Tout est possible si vous le voulez, car un gouvernement qui a le soutien actif de la population laborieuse peut tout entreprendre et tout réussir.

CE QUI N'ETAIT PAS POSSIBLE HIER EST POSSIBLE AUJOURD'HUI AVEC LE PROGRAMME COMMUN .....

..... cela dépend de vous.

Une équipe d'hommes neufs et de militants
dont la vie a été consacrée au service d'autrui et au bien commun



VICTOR MADELAINE

Maire de Nilvange. Conseiller général.

Né le 7 novembre 1927 à Algrange (Moselle). Marié, père de 3 enfants. Agent de sécurité aux usines Sollac-Fensch. **Syndicaliste.** Délégué du personnel et du comité d'établissement Wendel-Sidélor.

SUPPLÉANT :
Jean FRENTZEL

Maire d'Uckange. Président de syndicat intercommunal.

Né le 11 février 1932 à Amnéville (Moselle). Marié, père de 4 enfants. Directeur d'école.

EN MOSELLE,

face à l'état de choses...

- **15.000 emplois sont supprimés** dans la sidérurgie lorraine ;
- le nombre de **travailleurs frontaliers** a doublé en trois ans ;
- plus de 30 % des **jeunes** de moins de 25 ans sont à la recherche d'un emploi ;
- il reste plus de **60 C.E.S.** à nationaliser (depuis quatre ans, le rythme de nationalisation est de sept par an) ;
- dans les **maternelles** il faudrait 10.000 places supplémentaires pour rattraper la moyenne nationale ;
- pour la formation technique, il manque **11 C.E.T.**

..... que proposons-nous ?

- interdiction de suppressions d'emplois sans création préalable d'**emplois nouveaux** ;
- implantation d'**industries de transformation** dans les secteurs défavorisés et création d'emplois pour les **femmes** et les **jeunes** ;
- **nationalisation immédiate et effective des C.E.S.**
- rattrapage rapide du retard de la scolarisation, spécial à la Moselle, principalement en ce qui concerne les **maternelles** et **l'enseignement technique.**

Mais l'enjeu est bien plus vaste...

Ce changement que vous souhaitez pour la France et la Lorraine, pour un niveau de vie meilleur, dans un cadre de vie plus juste, plus humain, **le parti socialiste vous l'offre** avec un réel progrès social, une gestion rigoureuse de l'argent public, une moralisation de la vie politique, dans un nouveau climat d'égalité et de fraternité.

LE SOCIALISME,
c'est une nouvelle façon de vivre ensemble,
c'est un idéal grandiose pour la jeunesse.

IMPRIMERIE HENZ - TERVILLE

Vu : les candidats.